



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.2/52/L.41
2 décembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante-deuxième session
DEUXIÈME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Projet de résolution présenté par le Vice-Président de la Commission,
M. Adel Abdellatif (Égypte), à l'issue de consultations sur le projet
de résolution A/C.2/52/L.28

Rapport du Comité de la planification du développement

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 46/206 du 20 décembre 1991 sur le rapport du Comité de la planification du développement et les critères d'identification des pays les moins avancés,

Prenant note de la décision 1997/223 du Conseil économique et social en date du 18 juillet 1997, relative à la recommandation du Comité de la planification du développement tendant à faire sortir Vanuatu de la catégorie des pays les moins avancés,

Prenant note également de l'alinéa b) de la décision 1997/223 du Conseil économique et social, en date du 18 juillet 1997,

Prenant acte de la teneur de la lettre¹ dans laquelle Premier Ministre de Vanuatu a énoncé les raisons pour lesquelles il considérerait que l'examen du classement de Vanuatu devrait être reporté à l'an 2000,

Prenant acte également du fait que, conformément à sa résolution 51/183 du 11 février 1997, le Comité de la planification et du développement a décidé²

¹ A/C.2/52/5, appendice, annexe.

² Sans préjudice de l'examen des organes subsidiaires du Conseil économique et social auquel celui-ci doit procéder conformément à la résolution 50/227 de l'Assemblée générale, et compte tenu des autres résolutions pertinentes de l'Assemblée.

d'examiner dans le cadre de son programme de travail pour 1997 et 1998 le rapport que le Secrétaire général doit établir sur l'indice de vulnérabilité et de réfléchir à l'intérêt que présente cet indice comme critère servant à désigner les pays les moins avancés, dans le cadre de l'examen des questions posées par l'amélioration des critères et de la méthode utilisés pour désigner les pays les moins avancés,

Tenant compte des déclarations faites par plusieurs délégations au cours du débat consacré au rapport du Conseil économique et social par la Deuxième Commission de l'Assemblée générale, le 11 novembre 1997,

1. Réaffirme le contenu des paragraphes 4 et 5 de sa résolution 46/206 concernant les dispositions transitoires;

2. Se félicite que le Groupe de travail III du Comité de la planification du développement doive se réunir à New York du 17 au 19 décembre 1997 pour examiner les résultats des travaux techniques et les conclusions de la réunion du Groupe d'experts, donnant ainsi suite à sa résolution 51/183;

3. Décide de reporter l'examen de l'alinéa a) de la décision 1997/223 du Conseil économique et social à une date où elle pourra tenir compte des vues et recommandations que le Comité de la planification du développement doit lui présenter à sa cinquante-troisième session par l'intermédiaire du Conseil économique et social, conformément aux paragraphes 9 et 10 de sa résolution 51/183, concernant l'intérêt que présente l'indice de vulnérabilité comme critère servant à désigner les pays les moins avancés, et, sans préjudice de l'achèvement de l'élaboration dudit indice ni de son examen, la possibilité de l'appliquer à l'étude de la question de savoir s'il convient de faire sortir Vanuatu, qui est un petit État insulaire en développement, de la catégorie des pays les moins avancés, et de trancher la question en conséquence.
